

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 05/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOR'CAUX

Lieu-dit La Briquetterie
76450 Grainville-la-Teinturière

Références : UDRD.2023.07.363.ET LS/ChH
Code AIOT : 0005802753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement VALOR'CAUX implanté au lieu-dit La Briquetterie 76450 Grainville-la-Teinturière. L'inspection a été annoncée le 06/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection, et du suivi post-exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux de Grainville-la-Teinturière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR'CAUX
- lieu-dit La Briquetterie 76450 Grainville-la-Teinturière
- Code AIOT : 0005802753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le site de GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE est exploité par la société VALOR'CAUX, dans le cadre d'une délégation de service public du SMITVAD (Syndicat mixte de traitement et valorisation des déchets du Pays de Caux), pour le traitement et le stockage des ordures ménagères résiduelles. Le stockage d'ordures ménagères sur le site est en post-exploitation depuis 2016. Par ailleurs, un quai de transfert d'ordures ménagères résiduelles du SMITVAD et du SEVEDE (Syndicat d'élimination et de valorisation énergétique des déchets de l'estuaire) est exploité sur le site, pour assurer le transport des déchets ménagers vers le site de traitement de BRAMETOT (également exploité par VALOR'CAUX). Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 12 février 2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Programme de suivi – bilan post exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 8.2.10.3	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 1</u> : 2 mois
2	Suivi topographique	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 8.2.10.3	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 2</u> : 2 mois
3	Gestion des Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 8.2.10.3 ,8.4 ,4.3.10 et 9.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 3</u> : 2 mois
4	Suivi des eaux pluviales et réserve d'eau d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, articles 8.2.10.3 et 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demandes 4 et 5</u> : 2 mois
5	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 9.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 6</u> : 2 mois
6	Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, articles 3.1.4, 3.2.4 et 8.2.10.3	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 7</u> : 2 mois
7	Quai de transfert d'ordures ménagères résiduelles (OMR)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, articles 2.5, et 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 8</u> : 2 mois
8	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	<u>Demande 9</u> : 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la visite d'inspection du 13 juin 2023, l'inspection a relevé plusieurs écarts nécessitant un retour de l'exploitant. Ces écarts sont relatifs :

- au nettoyage du fossé périphérique du casier 5, pour la collecte des eaux pluviales,
- au suivi topographique du casier 5,
au suivi du niveau des lixiviats dans les casiers de stockage, au curage de la lagune de stockage des lixiviats, et au contrôle de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture du casier 5,
- à la stratégie de défense incendie du site,
- à l'analyse des eaux pluviales rejetées,
- à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, et à l'entretien des piézomètres sur le site,
- au suivi du fonctionnement de la torchère et de ses émissions,
- aux actions menées pour lutter contre les envols de déchets,
- à la mise en place et au suivi des moyens de défense incendie,
- aux actions menées pour limiter la consommation d'eau potable sur le site.

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré avoir des relations apaisées avec ses riverains. Aucune nuisance olfactive, en provenance du site de GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE, n'a justifié la transmission de plainte à ATMO Normandie ou à l'inspection ces dernières années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de suivi – bilan post exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 8.2.10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quinquennal post-exploitation
Prescription contrôlée : [...] Cinq ans après le démarrage du programme de suivi, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site, accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.[...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 13/07/2021, un bilan à 5 ans après le démarrage du suivi post-exploitation de l'établissement, portant sur la période 2016-2020. Dans le chapitre relatif aux mesures envisagées pour la période post exploitation à venir, l'exploitant indique entre autres la nécessité de reprendre en 2021 le talus de la digue périphérique des alvéoles 3 et 4 du casier 5, suite à des glissements de terrain, consécutifs à de fortes pluviométries de l'hiver 2019-2020. L'inspection a constaté en visite que des apports d'argile ont été réalisés sur les talus Nord et Est du casier 5. Toutefois, l'inspection constate que la partie Nord du fossé périphérique du casier 5, et notamment la zone à proximité de l'avaloire menant au bassin d'eau pluviale au Nord-Est du site, est souillée par de la terre.
<u>Demande n° 1:</u> sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection du nettoyage du fossé périphérique du casier 5, notamment au niveau de l'avaloire menant au bassin d'eau pluviale au Nord-Est du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suivi topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 8.2.10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Evolution topographique du casier 5
Prescription contrôlée : Après l'achèvement des dépôts de déchets sur le site, l'exploitant met en place un suivi, pour une période d'au moins trente ans, comportant a minima les éléments suivants : [...] - une surveillance de l'évolution de la topographie des zones de stockage des déchets réaménagées affaissement des massifs de déchets) [...]
Constats : Dans son dossier de cessation partielle d'activité transmis à l'inspection par courrier du 18/10/2015, l'exploitant prévoyait un contrôle topographique tous les ans pendant 5 ans. Le dossier de l'exploitant comprenait un plan topographique réalisé le 06/07/2015 par un géomètre, et rappelait que le tassement observé sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en post-exploitation est de l'ordre de 10 % de la hauteur d'enfouissement sur une période de 10 ans, un tiers du tassement intervenant dès la première année après la couverture. Un nouveau relevé topographique du casier 5, réalisé en décembre 2020, complété en janvier 2021, a été adressé à l'inspection avec le bilan quinquennal du 13/07/2021. L'exploitant indique qu'un nouveau relevé est programmé en 2023.
Demande n°2 : sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection que des relevés topographiques du casier 5 ont bien été réalisés au moins 1 fois/an entre 2015 et 2021, et adressera à l'inspection le relevé réalisé en 2023, accompagné d'une analyse critique du tassement des déchets et des impacts potentiels sur les installations depuis 2016 (couverture, réseaux de collecte des lixiviats et du biogaz, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, articles 8.2.10.3 ,8.4 ,4.3.10 et 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte, stockage, analyse et évacuation des lixiviats
Prescription contrôlée : Article 8.2.10.3 Après l'achèvement des dépôts de déchets sur le site, l'exploitant met en place un suivi, pour une période d'au moins trente ans, comportant a minima les éléments suivants : [...] - une collecte et une élimination des lixiviats selon les dispositions du titre 4 [...]
Pour cette période de suivi, les fréquences des prélèvements d'échantillons et des analyses sont les suivantes :

-	Volume	de	lixiviats :	mensuelle
-	Composition	des	lixiviats :	semestrielle / annuelle
<u>Chapitre</u>				<u>8.4</u>
<p>La charge hydraulique, mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier, est limitée à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. L'exploitant mesure a minima de façon mensuelle pendant la période de suivi, la charge hydraulique de chaque casier de stockage, ainsi que le volume de lixiviats contenu dans les cuves et bassins de stockage prévues à cet effet.</p> <p>Il reporte des informations dans un cahier de suivi tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les opérations de pompage de lixiviats vers les cuves de stockage ainsi que les évacuations de lixiviats réalisées à partir de ces cuves font l'objet d'un enregistrement (date / volume) sur ce même cahier de suivi. Ce cahier peut être informatisé.</p>				
<u>Article</u>				<u>4.3.10</u>
<p>En cas de traitement par une station d'épuration collective, les lixivias doivent a minima respecter les valeurs limites de cet article.</p>				
<u>Article</u>				<u>9.2.2</u>
<p>Les paramètres visés dans cet article doivent être mesurés suivant la fréquence semestrielle ou annuelle selon les paramètres visés</p>				
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de 5 casiers de stockage, tous en post-exploitation. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les casiers 1 à 3 de l'établissement sont antérieurs à la réglementation de 1994, et n'ont donc pas d'étanchéité en fond. Un puits de collecte est présent au Nord-Est du casier 4 pour en collecter les lixiviats. Un dispositif de comptage propre à ce puits a été installé par l'exploitant.</p> <p>Selon l'exploitant, le casier 5 dispose de 4 puits de collecte (un par alvéole), et de deux dispositifs de comptage, associés chacun à deux puits. L'exploitant a déclaré qu'un relevé de niveau dans chacun des puits est réalisé 2 fois/semaine, et que les données sont informatisées. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier la réalisation de ces relevés bihebdomadaires.</p> <p>En cas de niveau de lixiviats supérieur à 30 cm, l'exploitant a déclaré que l'opérateur du site actionne la pompe de relevage du puits concerné afin de transférer les lixiviats vers la lagune dédiée. Ces actions sont tracées sur un registre papier que l'inspection a pu consulter sur place.</p> <p>L'ensemble des lixivias est stocké dans la lagune de lixivias, à l'entrée du site. L'inspection a consulté en inspection le dernier rapport relatif au curage et au contrôle des soudures de cette lagune, réalisés le 28/12/2020. L'inspection a constaté en visite que la lagune avait été vidée par l'exploitant, en prévision d'un curage et d'une vérification de son intégrité, programmés dans les jours à venir. L'exploitant a précisé à l'inspection que les cuves de stockage aériennes de lixivias ne sont aujourd'hui plus utilisées.</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection que le volume de lixivias dans la lagune est régulièrement suivi par l'intermédiaire d'un repère visuel sur le flanc de la lagune, et que ce suivi est tracé informatiquement, sans que cela ne puisse être justifié à l'inspection. L'exploitant a précisé qu'environ 10 enlèvements/mois de 25 tonnes sont réalisés, et que leur traitement est réparti à 30 % sur le site du groupe à Brametot, et 70 % sur un site à Saint-Aubin-les-Elbeuf. L'exploitant a justifié la traçabilité de ces enlèvements par l'intermédiaire de bordereaux de suivi de déchets</p>				

dangereux, en se connectant devant l'inspection sur Trackdéchets. L'exploitant a ajouté que ses productions de déchets dangereux sont également déclarées sur GERE. Suite à ce contrôle, l'inspection a bien retrouvé sur GERE les éléments relatifs à l'élimination des lixiviats sur la déclaration de 2020, mais n'a pas retrouvé les déclarations pour les éliminations de 2021 et de 2022.

L'évolution du volume de lixiviats collecté entre 2012 et 2022, associé à un bilan hydrique pour l'année 2022, a été fourni à l'inspection dans le bilan annuel fourni en 2023. L'exploitant a précisé dans ce bilan annuel qu'une vérification de la perméabilité et de l'épaisseur de la couverture du casier 5 a été effectuée en 2022.

Enfin, l'inspection constate dans le bilan quinquennal et le bilan annuel de l'exploitant que les lixiviats sont analysés aux fréquences définies par l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant a expliqué à l'inspection que les variabilités observées sur certains paramètres se justifient avec la saisonnalité, et fait observer à l'inspection que bien qu'il n'y ait pas de valeur limite d'émission fixées pour le suivi des lixiviats, il peut être retenu que les seuils hauts ont tendance à diminuer depuis une dizaine d'années.

Demande n°3 : sous 2 mois, l'exploitant :

- justifiera la réalisation des relevés bihebdomadaires du niveau de lixiviats dans les puits des casiers 4 et 5, ainsi que du suivi du niveau de lixiviats dans la lagune dédiée (par exemple, avec une extraction du logiciel de traçabilité des relevés, pour les mois d'avril à juin 2023) ;
- justifiera à l'inspection du curage et du contrôle de l'intégrité du bassin de lixiviats ;
- transmettra à l'inspection le rapport de vérification de la perméabilité et de l'épaisseur de la couverture du casier 5.

Observations :

Observation n°1 : l'exploitant veillera à déclarer tous les ans sur GERE l'élimination des lixiviats. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suivi des eaux pluviales et réserve d'eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, articles 8.2.10.3 et 4.3.9	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets et eaux incendie	
Prescription contrôlée :	
Article	8.2.10.3
Après l'achèvement des dépôts de déchets sur le site, l'exploitant met en place un suivi, pour une période d'au moins trente ans, comportant a minima les éléments suivants : [...]	
[...] - une surveillance des émissions selon les dispositions du titre 9 [...]	
Pour cette période de suivi, les fréquences des prélèvements d'échantillons et des analyses sont les suivantes :	
- Eaux pluviales :	annuelle (article 9.2.2)
Article	4.3.9
L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur	

considéré, les valeurs limites en concentration définies dans cet article.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate sur le site la présence de deux bassins de collecte des eaux pluviales de ruissellement, l'un à l'entrée, et l'autre au Nord-Est du site. Le bassin à l'entrée du site est également retenu dans l'arrêté préfectoral du 19/02/2009 comme étant un bassin de réserve d'eau d'extinction incendie. L'inspection a constaté en visite que le niveau d'eau dans ce bassin était très faible (en raison de la faible pluviométrie des mois de mai et juin 2023), et que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier le volume d'eau d'extinction incendie de 140 m³ prescrit dans l'arrêté précité.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que cette prescription était relative aux activités de stockage de déchets, aujourd'hui en post-exploitation, et que cette réserve ne se justifie plus aujourd'hui.</p> <p><u>Demande n° 4 :</u> sous 2 mois, l'exploitant adressera à l'inspection un porter à connaissance relatif à la révision de la stratégie de défense incendie du site, en précisant les moyens en place pour une intervention sur le quai de transfert d'ordures ménagères résiduelles (OMr). En complément, l'exploitant fournira les arguments justifiant l'absence de nécessité d'une réserve de 140 m³ d'eau d'extinction incendie dans le bassin d'eau pluviale à l'entrée du site. Le cas échéant, il justifiera du volume de confinement nécessaire pour le recueil des eaux issues d'un sinistre.</p> <p>Par ailleurs, d'après le bilan quinquennal envoyé en 2021, les analyses sur les rejets d'eau pluviale de 2020 mettent en exergue des matières en suspension (MES) et une demande chimique en oxygène (DCO) qui dépassent les seuils de l'arrêté préfectoral du 19/02/2009. L'exploitant a précisé qu'un nettoyage du bassin des eaux pluviales a été effectué en 2020, et renouvelé en 2021, afin de limiter la concentration année sur année de matière organique et matière en suspension dans cet ouvrage de collecte. Pour mémoire, du fait de la forte pluviométrie de l'hiver 2019-2020, une partie du talus en argile-limoneuse et en terre végétale s'était épanchée dans le fossé béton en contrebas, qui se déverse lui-même dans le bassin des eaux pluviales. Le rapport d'analyse du 18/08/2021 envoyé par l'exploitant présente des valeurs limites d'émission conformes à l'arrêté préfectoral précité. L'exploitant a indiqué que de nouvelles analyses ont été effectuées en avril et juin 2023, mais que les rapports n'ont pas encore été réceptionnés.</p> <p><u>Demande n° 5 :</u> sous 2 mois, l'exploitant adressera à l'inspection les rapports d'analyse d'avril et de juin 2023, réalisées sur les rejets d'eau pluviales de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 9.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autosurveillance des effets sur l'environnement consiste en une surveillance des eaux souterraines. Celle-ci s'opère au moyen d'au moins 5 piézomètres. Les piézomètres sont géoréférencés. Les têtes de puits sont protégées par des couvercles cadénassés. Les prélèvements d'échantillons ont lieu la même semaine dans tous les piézomètres. Ils s'accompagnent d'un relevé piézométrique et d'une analyse des paramètres listés dans l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral du</p>

19/02/2009, en suivant une fréquence semestrielle pour certains paramètres, et une fréquence annuelle pour les autres paramètres.

Constats :

Les analyses semestrielles réalisées sur les eaux souterraines dans 4 des 5 piézomètres (PZ) de l'établissement ont été fournies par l'exploitant dans le bilan post-exploitation de 2021, et dans le bilan annuel de l'exploitant. L'inspection constate que les valeurs en composés organiques totaux (COT) sont globalement supérieures à la valeur de référence "eau brute" sur l'ensemble des piézomètres, y compris en amont hydraulique du site.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les prélèvements ne sont plus réalisés sur le piézomètre n°1 parce qu'il est à sec depuis plusieurs années, et que ce piézomètre a été retiré du programme de suivi. Par ailleurs, l'exploitant a précisé à l'inspection avoir changé de prestataire pour la réalisation du suivi de la qualité des eaux souterraines, et avoir procédé à des prélèvements pour analyses au mois d'avril 2023.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté par sondage que le cadenas du PZ n°4 n'était pas refermé, et que l'identification des PZ n°4 et 3 n'était plus lisible.

Demande n° 6 :

- lors de la prochaine campagne de surveillance des eaux souterraines (qui devrait survenir au mois d'octobre 2023), l'exploitant procédera à un nettoyage du forage du piézomètre n°1, voire un décolmatage de la crépine de cet ouvrage, afin de vérifier si cela n'est pas la cause de l'assèchement de ce piézomètre. Un retour relatif à cette intervention sera adressé à l'inspection d'ici le 30/11/2023 ;
- parallèlement, l'exploitant remettra ce piézomètre dans la liste des ouvrages à suivre semestriellement, afin que le niveau de la nappe y soit systématiquement relevé. En cas de remontée du niveau de la nappe dans ce piézomètre, un prélèvement sera alors réalisé pour analyses ;
- sous 2 mois, l'exploitant transmettra les résultats de la campagne de mesures d'avril 2023 sur les eaux souterraines du site, accompagnés d'une analyse critique,
- sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection que les 5 piézomètres du site sont tous cadenassés, et identifiés de manière lisible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, articles 3.1.4, 3.2.4 et 8.2.10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 8.2.10.3

Après l'achèvement des dépôts de déchets sur le site, l'exploitant met en place un suivi, pour une période d'au moins trente ans, comportant a minima les éléments suivants :
[...] - une collecte et une élimination du biogaz selon les dispositions du titre 3 [...]

Pour cette période de suivi, les fréquences des prélèvements d'échantillons et des analyses sont les suivantes :

- Composition du biogaz capté (CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂, H₂O) : semestrielle (Article 9.2.1)

Article	3.1.4
Le centre de stockage de déchets non dangereux est équipé d'un réseau de drainage et de collecte du biogaz produit. La destruction du biogaz est assurée au moyen d'une torchère spécialement conçue à cet effet, et de capacité suffisante (débit nominal = 250 Nm ³ /h)	
Article	3.2.4
Les rejets issus de la torchère doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux (dans des conditions normalisées de température, et de pression après déduction de la vapeur d'eau et à une teneur en O ₂ à 11%) :	
- SOx en équivalent SO ₂ :	300 mg/Nm ³
- CO :	150 mg/Nm ³
- HCL :	50 mg/Nm ³
- HF :	5 mg/Nm ³
Article	9.2.1
Les paramètres relatifs à l'autosurveillance des émissions atmosphériques (rejet de la torchère) sont contrôlés annuellement, pendant les périodes d'exploitation et de suivi. Ces paramètres sont les suivants : débit, O ₂ , CO ₂ , SOx en équivalent SO ₂ , NOx en équivalent NO ₂ , CO, HCL, HF et H ₂ S. Par ailleurs, le fonctionnement du dispositif de captage et d'élimination du biogaz fait l'objet d'une surveillance stricte. L'efficacité du système d'extraction des gaz fait notamment l'objet de vérifications régulières, lesquelles sont consignées (état des collecteurs, des sondes et des organes de raccordement, pentes des réseaux, etc. En outre, l'exploitant procède à des analyses de la composition du biogaz capté, semestriellement pendant la période de suivi, sur les paramètres suivants : CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S, H ₂ , H ₂ O	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le surpresseur de la torchère du site est actuellement réglé pour capter 226 Nm³/h de biogaz dans les casiers 4 et 5. D'après l'exploitant, ce réglage est issu d'une surveillance interne, réalisée lors de rondes et de réglages mensuels. L'exploitant a précisé que compte-tenu de la faible production de biogaz des casiers aujourd'hui refermés, la torchère était paramétrée pour ne fonctionner que de 8 h à 13 h. Selon l'exploitant, cette plage de fonctionnement est ajustée mensuellement si nécessaire, en fonction du pourcentage de méthane présent dans le biogaz.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les relevés de biogaz capté sur le débitmètre en entrée de la torchère, le nombre d'heures de fonctionnement et la température à la torchère, sont enregistrés sur un logiciel de traçabilité interne, sans que ce suivi ne puisse être présenté à l'inspection. Ces données ne sont pas non plus reprises dans les bilans annuels.</p> <p>Pour finir, l'inspection a consulté le rapport d'analyses de la composition du biogaz et des émissions en sortie de la torchère, réalisées le 07/04/2022. L'exploitant a précisé qu'une nouvelle analyse a été réalisée le 13/04/2023, sans que le rapport ne puisse être présenté.</p> <p><u>Demande n°7</u> : sous 2 mois, l'exploitant adressera à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • son suivi interne du fonctionnement de la torchère, pour les mois d'avril à juin 2023 (par exemple en fournissant une extraction du logiciel de traçabilité interne), • le rapport d'analyses de la composition du biogaz et des émissions de la torchère d'avril 2023. 	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Quai de transfert d'ordures ménagères résiduelles (OMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, articles 2.5, et 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation du quai de transfert des OMR

Prescription contrôlée :

Rubrique

n°2716

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : enregistrement (E)
2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : déclaration avec contrôle périodique (DC)

Article 2.5 : installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.1 : moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications

font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le volume de stockage d'ordures ménagères sur le quai de transfert est inférieur à 1 000 m³. Des filets anti-envols sont présents sur toute l'ouverture Nord du hangar de stockage, et sur une hauteur d'environ 50 cm au ras du sol au niveau de l'entrée de la zone de stockage. Quelques envols ont été constatés par l'inspection aux alentours du bâtiment. L'exploitant a informé l'inspection que la mise en place d'un filet sur l'ouverture au sud du bâtiment est en consultation, pour une mise en œuvre en 2023.</p> <p>Par ailleurs, le jour de l'inspection, il n'y avait pas de réserve de sable meuble et sec, ou de matériaux assimilés, pour une intervention en cas d'incendie. Le bâtiment n'étant pas entièrement fermé sur toutes ses faces, l'exploitant n'a pas mis en place de système de détection automatique et d'alarme incendie.</p> <p>L'inspection a été destinataire du rapport de contrôle des installations électriques de l'établissement, réalisé en date du 25/05/2023. Ce rapport fait état de 4 non-conformités, et toutes présentent une annotation relative à une intervention en interne ou par une société extérieure, réalisée entre le 02/06 et le 13/06/2023. L'inspection a également consulté le compte-rendu Q18 du 25/05/2023, concluant en une absence de risque d'explosion et d'incendie.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique qu'un contrôle a été réalisé le 17/06/2022 sur les robinets d'incendie armés (RIA) et les extincteurs, sans que le rapport ne puisse être présenté à l'inspection. L'inspection a constaté qu'un nouveau contrôle était en cours le jour du contrôle.</p> <p>Enfin, un poteau incendie est présent à l'entrée du site. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier contrôle de débit réalisé sur ce poteau.</p> <p><u>Demande n°8 : sous 2 mois, l'exploitant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - informera l'inspection de la mise en place du filet anti-envols à l'entrée du bâtiment de stockage d'ordures ménagères, ou fournira un justificatif de la commande de l'équipement, accompagné d'un délai de mise en œuvre, - justifiera à l'inspection de la mise en place d'une réserve de sable meuble et sec, ou assimilé, pour une intervention en cas d'incendie, - adressera à l'inspection le rapport de contrôle des extincteurs et des RIA réalisé le 13/06/2023, - adressera à l'inspection le rapport du dernier contrôle de mesure du débit du poteau incendie de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2019, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Consommation en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau [...]</p>
Constats :

Le bilan annuel de 2022, adressé à l'inspection en 2023, présente une forte augmentation de la consommation en eau en 2022 (+ 76 % par rapport à 2021), et une tendance annuelle croissante depuis 2019. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une fuite sur le réseau d'eau avait été identifiée en 2022. Par ailleurs, selon l'exploitant, cette augmentation pourrait être expliquée par les consignes de nettoyage des installations, transmises au personnel.

Demande n°9 : sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection que la fuite d'eau sur le réseau d'eau potable a été réparée, et précisera l'organisation retenue sur le site pour limiter la consommation d'eau potable au strict nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois